



**PRÉFET  
DE L'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 21/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UVEA**

Chemin Saint Mathurin  
28150 Ouarville

Références : 473/LAEX/TTa/IC240519  
Code AIOT : 0010000473

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Unité de valorisation énergétique

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Natures des	AP Complémentaire	/	Demande d'action	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	déchets admissibles	du 19/01/2024, article 4		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 9.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Défaillances des installations de traitement	AP Complémentaire du 08/03/2012, article 3	/	Sans objet
5	Information sur le fonctionnement ou l'arrêt de l'installation	AP Complémentaire du 05/05/2004, article 21.1.A	/	Sans objet
6	Caractéristique de l'installation	AP Complémentaire du 05/05/2004, article 14.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très</p>

explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut relevé dans les délais les plus brefs.
<p><b>Constat de la visite d'inspection du 07 juillet 2023</b></p> <p>Une anomalie électrique ne pourra être levée que lors de l'arrêt technique 2024</p> <p><b>Visite d'inspection du 26 juin 2024</b></p> <p>L'inspection des installations classées consulte, sur place, le rapport de vérification des installations électriques de la société APAVE en date du 23 mai 2024. Ce dernier mentionne l'absence de risque incendie pouvant être généré par l'installation. En effet, l'exploitant indique que la pièce défectueuse au niveau de l'armoire T1AB8501 a été changée lors de l'arrêt technique de l'année 2024.</p> <p>La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 07 juillet 2023 est levée.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes</p> <p>* Prélèvement en nappe :</p> <p>40 m³/h 200 m³/j 65 000 m³/an</p> <p>* Prélèvement sur le réseau collectif :</p> <p>1 m³/h 10 m³/j 3 500 m³/an</p>
<p><b>Constat de la visite d'inspection du 07 juillet 2023</b></p> <p>Dépassement de la quantité autorisée de prélèvement d'eau dans la nappe.</p> <p><b>Visite d'inspection du 26 juin 2024</b></p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant déclare sur le portail GEREP, un prélèvement en eau souterraine de 65 624 m³ et un prélèvement sur le réseau collectif de 1 475 m³.</p> <p>Selon l'exploitant, l'évaporation importante de l'eau des bassins incendie serait la cause de ce dépassement.</p> <p>Une réflexion est actuellement menée par l'UVEA afin de limiter cette évaporation. L'objectif fixé par l'exploitant pour l'année 2024 est de 63 657 m3 d'eau prélevée.</p>

**Constat : Dépassement de la quantité autorisée de prélèvement d'eau dans la nappe.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Natures des déchets admissibles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 19/01/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Natures des déchets admissibles

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués :

des déchets non dangereux :

- des déchets ménagers bruts;
- des déchets industriels banals bruts [...];
- des refus de tri des collectes sélectives [...] et des refus de plateforme de compostage;
- des boues déshydratées de station d'épuration d'eau usées urbaines[...]
- des déchets d'activités de soin non contaminés assimilables aux déchets ménagers;
- des déchets liquides en contenant clos de 1m<sup>3</sup> maximum dans la limite de 4000t/an. Seuls les déchets liquides classés comme suit, au titre de la décision n°2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014 sont autorisés :
  - 07 05 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11
  - 07 06 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11
  - 16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03
  - 16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05

Est interdite, notamment l'admission :

- de tout autre déchet liquide différent de ceux mentionnés ci-dessus;
- des déchets industriels dangereux et des déchets dangereux des ménages
- des substances explosives;
- des déchets d'activités de soin contaminés au sens de la réglementation sanitaire;
- des déchets issus des abattoirs;
- des déchets radioactifs.

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

**Visite d'inspection du 26 juin 2024**

Par sondage, l'inspection des installations classées prend connaissance du registre d'entrée des déchets du mois de Mai 2024.

En mai, le site a réceptionné 11 721 tonnes de déchets. L'ensemble des déchets accueillis sur cette période est conforme à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 janvier 2024.

Cependant, en bord de fosse, l'inspection des installations classées constate une dizaine de GRV contenant des déchets liquides. Les GRV, provenant de la société CHIMIREC, ne portent pas d'étiquetage pouvant aider à l'identification du type de liquide.

L'exploitant informe l'inspection des installations sur la date, l'heure ainsi que sur le transporteur des déchets. Une fiche d'information préalable est également transmise. Cette dernière mentionne un code déchet 16 10 02 "déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01". Le

déchet est présenté comme un déchet industriel non dangereux liquide.

Le site n'est pas autorisé à accueillir ce type de déchets.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir relevé l'erreur et transmet les éléments suivants :

- Un mail de la société CHIMIREC indiquant une révision du BSD-20240626-9WVK5N45Q afin de corriger le code déchet 16 10 02 pour le code déchet 16 03 06 ;
- La fiche d'information préalable révisée. L'inspection des installations classées constate que cette fiche ne correspond pas au déchet présent sur place. En effet, la fiche mentionne des déchets phytosanitaires solides.

Consulté lors de la rédaction du présent rapport d'inspection, le BSD présent sur Trackdéchet correspondant aux déchets en question (BSD-20240626-9WVK5N45Q) mentionne encore un code déchet 16 10 02.

L'exploitant n'est donc pas en mesure d'affirmer avec certitude la nature du déchet situé en bord de fosse.

**Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la nature exacte des déchets situés en bord de fosse et donc de démontrer que ces déchets sont autorisés à être acceptés sur le site.**

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de mettre en place un système robuste afin de pouvoir accepter uniquement des déchets clairement identifiés sur site afin d'éviter des incohérences entre le BSD, la fiche d'information préalable et les déchets présents sur site. Une grande vigilance sera portée sur cette thématique lors des prochaines visites d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

#### N° 4 : Défaillances des installations de traitement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/03/2012, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositifs de traitement

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 16.1.D, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées sont limitées :

[...] La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Au delà des soixante heures cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de traitement aient été effectués et des mesures préventives mises en place.

**Visite d'inspection du 26 juin 2024**

L'exploitant transmet, chaque mois à l'inspection des installations classées, un bilan des performances des dispositifs de traitement des fumées.

Pour la ligne 1, les dépassements des valeurs limites demi-heures sont de :

- Pour l'année 2023

- 1h30 pour : Chlorure d'hydrogène (HCl), Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), Monoxyde de carbone (CO), Oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), Composés organiques totaux (COT) et Poussière,
- 1h pour l'Ammoniac (NH<sub>3</sub>).
- Pour l'année 2024
  - 30 minutes pour : Dioxyde de soufre, Oxyde d'azote, Composés organiques totaux, Ammoniac et Poussière,

Pour la ligne 2, les dysfonctionnements sont de :

- Pour l'année 2023
  - 3h pour : Chlorure d'hydrogène, Dioxyde de soufre, Monoxyde de carbone, Oxydes d'azote, Composés organiques totaux et Poussière.
  - 2h30 pour l'Ammoniac.
- Pour l'année 2024
  - 1h pour le Chlorure d'hydrogène
  - 30 minutes pour : Dioxyde de soufre, Monoxyde de carbone, Oxydes d'azote, Composés organiques totaux, Ammoniac et Poussières.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 5 : Information sur le fonctionnement ou l'arrêt de l'installation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/05/2004, article 21.1.A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Information en cas d'accident

##### **Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

##### **Visite d'inspection du 26 juin 2024**

L'exploitant indique que le dernier incident du site UVEA correspond au dépassement de la valeur limite en dioxine, signalé à l'inspection des installations classées, par courriel, en date du 15 avril 2024.

Pour rappel, la valeur relevée pour la période du 16 janvier au 13 février 2024 était de 0,25ng I-TEQ/m<sup>3</sup> pour une valeur limite de 0,08 I-TEQ m<sup>3</sup>. La valeur relevée pour la période du 13 février au 9 mars était quant à elle de 0,45 ng I-TEQm<sup>3</sup>.

L'événement a été traité conformément aux dispositions de l'article 21.1.A de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2024.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 6 : Caractéristique de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/05/2004, article 14.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristique de l'installation
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

La capacité d'entreposage dans la fosse est de 5 000 m <sup>3</sup>
---

<b><u>Visite d'inspection du 26 juin 2024</u></b>
---

Sur place, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées la présence de 5 738 tonnes de déchets, soit 2 800m <sup>3</sup> .
--

Après observation de la fosse, cela est jugé cohérent.
--

<b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b>
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--